



Siège : Mairie de PRESLES – 78 Rue Pierre Brossolette – 95590 PRESLES  
Adresse administrative : 1 Avenue Jules Dupré – 95290 L'ISLE ADAM  
Téléphone : 01 34 69 12 06 – Email : [contact@CCVO3F.fr](mailto:contact@CCVO3F.fr)

**GROUPEMENT DE COMMANDES**  
**ACQUISITION DE FOURNITURES ADMINISTRATIVES POUR LES SERVICES**  
**MUNICIPAUX ET DE FOURNITURES SCOLAIRES ET PEDAGOGIQUES, AINSI QUE**  
**L'ACHAT DE JEUX PEDAGOGIQUES, POUR L'ENSEMBLE DES ECOLES PUBLIQUES,**  
**L'ACCUEIL DE LOISIRS ET LES STRUCTURES DE LA PETITE ENFANCE DES VILLES DE LA**  
**CCVO3F.**

## **Cahier des Clauses Administratives Particulières** **(C.C.A.P.)**

**Date et heure limites de réception : Vendredi 27 février 2026 à 12h00**

## **SOMMAIRE**

|  | Pages |
|--|-------|
| ARTICLE PREMIER. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES .....                                   | 4     |
| 1-1. Objet du marché - Domicile du titulaire.....  | 4     |
| 1-2. Décomposition en lots.....  | 4     |
| 1-3. Intervenants.....   | 5     |
| 1-3.1. Désignation de sous-traitants en cours de marché.....   | 5     |
| 1-3.2. Maître d’Ouvrage .....  | 5     |
| 1-3.3. Contrôle technique.....   | 5     |
| 1-3.4. Autres intervenants.....  | 5     |
| 1-4 . Travaux intéressant la Défense - Obligation de discrétion .....                                  | 5     |
| 1-5. Contrôle des coûts de revient.....  | 5     |
| 1-6. Dispositions générales .....  | 5     |
| 1-6.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....                       | 5     |
| 1-6.2. Responsabilité .....  | 6     |
| 1-6.3 Obligations du titulaire.....  | 6     |
| 1-6.4 Assurances.....  | 6     |
| ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DE L’ACCORD CADRE .....  | 7     |
| ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES..... | 7     |
| 3-1. Répartition des paiements.....  | 7     |
| 3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation de règlement des comptes .....                               | 7     |
| 3-2-1 - Offre promotionnelle .....   | 8     |
| 3-2.2. Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires .....    | 8     |
| 3-3. Variation dans les prix.....  | 8     |
| 3-3.1. Révision des prix.....  | 8     |
| 3-3.2. Application de la taxe à la valeur ajoutée .....  | 9     |
| ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....                                   | 9     |
| 4-1. Modalités d'exécution pour les prestations à bons de commandes .....                              | 9     |
| 4-2. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance .....   | 9     |
| 4-2.1 - Généralités .....  | 9     |
| 4-2.2 - Pénalités pour retard dans la livraison des fournitures .....                                  | 10    |
| 4-2.3 - Pénalité pour livraison non conforme aux dispositions du marché .....                          | 10    |
| 4-2.4 - Remise en état des lieux .....   | 10    |
| 4-2.5 - Pénalités pour non respect du code du travail.....   | 10    |
| 4-3. Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel.....                | 10    |
| 4-3.1. Obligation de confidentialité.....  | 10    |
| 4-3.2. Protection des données à caractère personnel.....   | 10    |
| ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....  | 11    |
| 5-1. Retenue de garantie .....   | 11    |
| 5-2. Avance et avance sur matériels .....  | 11    |
| 5-3. Bon de commande.....  | 11    |
| 5-4. Transmission des demandes de paiement .....   | 11    |
| 5-5. Modalités de règlement du prix .....  | 12    |
| 5-6. Règlement des comptes .....   | 12    |
| 5-7. Périodicité des paiements .....   | 13    |
| 5-8. Informations complémentaires .....  | 13    |
| 5-9. Intérêts moratoires.....  | 13    |

|  |    |
|--|----|
| 5-10. Règlement en cas de cotraitants .....                                | 13 |
| 5-11. Clause de non exclusivité.....                                       | 13 |
| 5-11.1. Incapacité du titulaire.....                                       | 13 |
| 5-11.2. Non exclusivité .....  | 13 |
| ARTICLE 6. RESILIATION.....  | 14 |
| ARTICLE 7. DIFFERENTS ET LITIGES.....                                      | 15 |
| 7.1 - Arbitrage .....  | 15 |
| 7.2 - Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours..... | 15 |
| ARTICLE 9. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....                         | 15 |

## **ARTICLE PREMIER. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES**

### **1-1. Objet du marché - Domicile du titulaire**

La présente consultation est lancée selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2 et R. 2161-1 à R. 2161-5 du Code de la Commande Publique (CCP), ainsi que des articles L.2125-1 R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 relatifs aux accords-cadres à bons de commandes.

Elle concerne un groupement de commandes sous forme d'un accord cadre à bons de commande pour l'acquisition de fournitures administratives pour les services municipaux et de fournitures scolaires et pédagogiques, ainsi que l'achat de jeux pédagogiques, pour l'ensemble des écoles publiques, l'accueil de loisirs et les structures de la petite enfance des communes de Béthemont-la-Forêt, Chauvry, l'Isle-Adam, Parmain, Presles, du Syndicat Intercommunal de Regroupement Scolaire de Béthemont la Forêt, Chauvry et de la CCVO3F pour les années 2026 à 2029.

L'accord cadre est conclu pour une première période allant de la date de notification au 31 décembre 2026.

Le marché peut être reconduit par période d'un an (année civile), dans la limite de trois reconductions.

La description des interventions et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire à proximité des prestations, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la CCVO3F, jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître au Pouvoir Adjudicateur du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

L'accord-cadre comprend le traitement de données à caractère personnel. Par dérogation à l'article 5.2.3 du CCAG-FCS, il sera fait application de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

### **1-2. Décomposition en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranche.

Le marché est décomposé en deux lots :

- **Lot n°1 : fournitures de bureau**

Le présent lot a pour objet l'achat et la livraison de fournitures administratives et petits matériel de bureau (hors papier) pour les services municipaux.

- **Lot n°2 : fournitures scolaires et pédagogiques**

Le présent lot a pour objet l'achat et la livraison des fournitures scolaires (cahiers, papeterie, stylos, fournitures de rangements...), hors livres et ouvrages scolaires, aux écoles publiques.

Ainsi que l'achat et la livraison des fournitures pédagogiques (peintures, pinceaux, gommettes, pâte à modeler, papier crépon...) et de jeux pédagogiques (puzzles, jeux de construction, instruments de musique...) pour les écoles primaires, l'accueil de loisirs et les structures Petite Enfance (crèches).

*Le marché public pourra être attribué à un titulaire unique pour les deux lots ou un titulaire différent pour chaque lot.*

### **1-3. Intervenants**

#### **1-3.1. Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Les conditions du régime de la sous-traitance sont celles définies par les articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Néanmoins, la sous-traitance devra être limitée à des prestations spécialisées. Dans ce cas, le titulaire du marché devra impérativement déclarer le nom des sous-traitants et les montants correspondants des travaux sous-traités au pouvoir adjudicateur au plus tard un mois après la notification du marché et en tout état de cause avant l'intervention des sous-traitants.

Lors de la demande de sous-traitance, le titulaire du marché devra fournir au pouvoir adjudicateur les éléments relatifs à la déclaration du sous-traitant.

Si le sous-traitant est présenté en cours de marché, son acceptation et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance par le pouvoir adjudicateur sont manifestés par l'établissement d'un acte spécial cosigné par le pouvoir adjudicateur et le titulaire.

L'acte spécial précise tous les éléments demandés et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- le compte à créditer,
- la personne habilitée à donner les renseignements

#### **1-3.2. Maître d'Ouvrage**

**Communauté de communes de la Vallée de l'Oise et des 3 forêts (CCVO3F)**

78 rue Pierre BROSSOLETTE

95590 PRESLES

#### **1-3.3. Contrôle technique**

Sans objet.

#### **1-3.4. Autres intervenants**

Sans objet.

### **1-4 . Durée du marché**

Le présent marché est conclu à compter de sa notification jusqu'au 31 décembre 2026, pour la 1ère période.

### **1-5. Reconduction**

Le présent marché sera ensuite reconductible tacitement trois fois, par période d'un an, soit jusqu'au 31 décembre 2029

### **1-6. Dispositions générales**

#### **1-6.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application de l'article R.5221-3 du code du Travail et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

### 1-6.2. Responsabilité

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations conformément aux stipulations du marché, aux règles de l'art et aux normes en vigueur.

Le titulaire s'engage à respecter les délais tels qu'ils sont établis dans le présent marché.

L'intervention d'un tiers commandité par le titulaire engagera la responsabilité pleine et entière de celui-ci pour toute faute occasionnée par ce tiers.

La responsabilité du titulaire peut être engagée à raison des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du code civil, sauf à prouver que les désordres n'ont pas de rapport avec les missions qui lui sont confiées.

Le fait que la CCVO3F approuve les documents remis par le titulaire dans le cadre du présent marché ne diminue ou ne limite en aucune manière les responsabilités du titulaire. Il n'en irait autrement que dans la mesure où la CCVO3F imposerait au titulaire une disposition qui ne recueillerait pas l'accord de ce dernier et sur laquelle celui-ci émettrait des réserves explicites et motivées.

### 1-6.3 Obligations du titulaire

Le titulaire ne pourra se prévaloir de ce que certaines prestations quelconques ne seraient pas formellement mentionnées au présent document, si ces prestations résultent directement du programme imposé ou sont nécessaires pour obtenir les résultats exigés.

Sa responsabilité subsiste entière, tant en ce qui concerne les oublis, défauts, vices et malfaçons, qu'en ce qui concerne les accidents qui pourraient en être la conséquence pendant l'exécution des prestations demandées.

Il est bien entendu que les indications contenues dans ce document sont énonciatives et non limitatives et qu'elles constituent des minimas en dessous desquels le fournisseur ne peut descendre. Il aura à prévoir de sa propre initiative tous les dispositifs dont il jugerait l'emploi utile ou nécessaire pour une parfaite exécution.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, information, études et précisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché ; il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ce sujet et toute remise de documents à des tiers étrangers à l'opération, sans accord préalable du pouvoir adjudicateur. A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41 du CCAG-FCS.

### 1-6.4 Assurances

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1244 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Le prestataire s'engage à souscrire toutes les assurances nécessaires pour couvrir d'une manière suffisante, par une ou plusieurs compagnies la responsabilité qu'il peut encourir soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant sous ses ordres, à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité ou de celle de ses préposés. Le Pouvoir Adjudicateur rappelle que l'assurance concerne également les véhicules affectés aux livraisons et à leur cargaison, le cas échéant.

Le prestataire s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande du Pouvoir Adjudicateur, par la présentation des polices ou quittances correspondantes. Cette présentation sera systématiquement accomplie une fois par an.

## **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité.

### **A - Pièces particulières**

Les pièces contractuelles particulières et leur ordre de priorité sont les suivants :

**Les pièces particulières :**

- L'Acte d'Engagement et ses éventuelles annexes ;
- Les Bordereaux de Prix Unitaires (BPU) ;
- Le détail quantitatif estimatif du lot 2 (DQE)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier de Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- L'offre technique et financière du candidat ;
- Les listes des adresses de site à livrer (annexes 1).

### **B - Pièces générales**

Les documents applicables étant ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix.

- ✓ Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics (C.C.A.G.), en application suite à l'arrêté du 30/03/2021.

## **ARTICLE 3. PRIX ET MODE DE VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES**

### **3-1. Répartition des paiements**

L'Acte d'Engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'Opérateur économique titulaire ou mandataire du groupement et à ses sous-traitants.

Pour ces derniers, le montant et la nature des prestations qu'il est envisagé de sous-traiter, seront précisés.

### **3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation de règlement des comptes**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur le mois de la date de remise des offres et définies ci-après.

Les prestations faisant l'objet du marché sont indiquées dans le présent CCTP.

Les prix du marché s'entendent hors TVA. Ils sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la prestation, y compris les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison.

**Les fournitures seront rémunérées par application des prix du bordereau des prix unitaires contenus dans le présent marché sur les quantités réellement livrées.**

Par conséquent, en ce qui concerne les fournitures et matériels non mentionnés sur le bordereau des prix unitaires, **les prix unitaires sont ceux du tarif catalogue du fournisseur et/ou fabricant , déduits du pourcentage de remise générale consenti à l'article 2.2 de l'acte d'engagement. Des remises particulières peuvent également être proposées pour certains types de produits.**  
**Le montant des remises catalogue devront figurer sur les devis.**

En cas d'arrêt de fabrication des fournitures énumérées au bordereau des prix unitaires, le titulaire du présent marché proposera à la CCVO3F et aux communes membres du groupement de commandes, la fourniture de remplacement de qualité au minimum égale à la fourniture prévue initialement.

### 3.2-1 - Offre promotionnelle

Des taux de remise exceptionnels seront possibles, taux qui se substitueront à la remise proposée dans l'acte d'engagement, à condition de leur être supérieurs.

Ces prix s'appliqueront aux commandes notifiées pendant la période promotionnelle, à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultants de l'application des clauses du marché.

Le titulaire s'engage à informer les services destinataires des commandes de ces offres promotionnelles.

### 3-2.2. Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir augmentés de deux points.

Il est fait application aux articles L2192-12 et L2192-13 relatifs aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

### **3-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

#### 3-3.1. Révision des prix

Les prix sont fermes pour la première année du marché, quelque que soit le chevauchement de cette période par rapport à l'année civile ou aux publications et mise en œuvre des nouveaux catalogues et tarifs prix publics du titulaire et des fabricants auxquels il donne accès.

En cas de reconduction du marché, les prix des prestations sont révisibles suivant les modalités fixées ci-dessous :

A la date anniversaire du marché, les prix des fournitures remise du titulaire pourront être révisés pour tenir compte des variations économiques.

Cette révision sera le résultat de l'augmentation annuelle des « prix catalogue » du titulaire, en respectant le pourcentage de remise prévu au marché initial.



**Le titulaire du marché s'engage à faire parvenir à la CCVO3F les prix ajustés du bordereau des prix unitaires et de ses prix catalogue, au plus tard avant la date de reconduction du marché :**

- soit par lettre recommandée avec accusé de réception,
- soit par courriel à [contact@ccvo3f.fr](mailto:contact@ccvo3f.fr) et [i.guillaume@ccvo3f.fr](mailto:i.guillaume@ccvo3f.fr)
- soit par pli déposé à la direction générale des services – 1 avenue Jules DUPRE, 95290 L'ISLE-ADAM.

Dans le cas où le titulaire ne présenterait pas ses nouveaux tarifs dans les délais demandés, les tarifs de la première période seront reconduits pendant la seconde période d'exécution du marché. Pour les reconductions suivantes seront reconduits les tarifs de l'année n-1.

Ces nouveaux tarifs constituent, une fois pour toutes, pièce justificative de toutes les factures émises par le titulaire, afférentes aux fournitures livrées au titre du marché, jusqu'à la date d'application d'un nouveau barème.

La variabilité se fait en baisse comme en hausse.

**Clause de sauvegarde :**

**Dans l'hypothèse où les nouveaux prix augmenteraient de plus de 3% par an, la CCVO3F se réserve le droit, par simple lettre recommandée avec accusé de réception, de résilier la partie non exécutée du marché à la date du changement de tarif, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.**

**3-3.2. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

La deuxième décimale est arrondie par excès.

**ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES**

**4-1. Modalités d'exécution pour les prestations à bons de commandes**

Les fournitures devront être livrées aux adresses indiquées sur le bon de commande.

Les fournitures seront livrées au fur et à mesure des besoins.

La CCVO3F et les communes se réservent la possibilité de se faire livrer les fournitures dans un autre site communal, l'indication du lieu de livraison sera indiqué sur le bon de commande.

Chaque bon de livraison sera numéroté et daté, mentionnant explicitement la nature des fournitures livrées. Il sera établi en double exemplaire et délivré au service réceptionnaire. Un des exemplaires sera conservé par le représentant du pouvoir adjudicateur, l'autre étant remis au livreur.

Les frais de transports des fournitures et des déplacements sont à la charge du titulaire (livraison franco de port).

**4-2. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance**

**4-2.1 - Généralités**

Les pénalités ci-après s'appliquent sans mise en demeure préalable, le titulaire du marché doit respecter ses engagements et remédier à tous dysfonctionnements ou manquements constatés.

La récidive pourra sur décision de la Ville entraîner la résiliation du présent marché aux torts du titulaire.

Les pénalités prévues à cet article sont décomptées par le pouvoir adjudicateur sur les prochaines factures émises par le titulaire, suivant leur constatation et donne lieu à établissement d'un listing énonçant les non-conformités. Le listing sera envoyé au prestataire pour qu'il remédie aux dysfonctionnements ou manquements constatés.

#### 4-2.2 - Pénalités pour retard dans la livraison des fournitures

Sauf accord préalable de la Collectivité pour les articles ayant un délai de livraison supérieur au délai contractuel, en cas de retard dans la livraison, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG/FCS.

Les pénalités de retard sont encourues sans montant minimum.

Celle-ci sera de 80€ par jour calendaire de retard.

Cette même pénalité de 80€ par jour calendaire de retard s'appliquera sans mise en demeure préalable en cas de rejet des produits pour non-conformité, passé le délai de livraison, entre la date de notification du rejet et celle de la livraison des produits conformément au bon de commande.

Les pénalités sont applicables d'office sur la facture qui suit la commande.

#### 4-2.3 - Pénalité pour livraison non conforme aux dispositions du marché

En cas de livraison dans un lieu non conforme ou ne répondant aux conditions prévues au marché, le titulaire encourt une pénalité de 80€ par infraction, sans mise en demeure préalable, sur simple constatation du responsable de service concerné.

Les pénalités sont applicables d'office sur la facture qui suit la commande.

#### 4-2.4 - Remise en état des lieux

En cas de dégradations de biens ou bâtiments municipaux lors de la livraison des fournitures, du fait du titulaire, celui-ci est tenu de réparer ces dégradations à ses frais.

#### 4-2.5 - Pénalités pour non respect du code du travail

Des pénalités d'un montant égal à 10 % du montant minimum annuel du marché pourront être infligées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail.

### **4-3. Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel**

#### **4-3.1. Obligation de confidentialité**

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

#### **4-3.2. Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers de l'accord-cadre.

## **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **5-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

### **5-2. Avance et avance sur matériels**

Sans objet

### **5-3. Bon de commande**

Après émission d'un devis par l'entreprise, les communes ou le syndicat émettront un bon de commande.

Chaque bon de commande précisera :

- le nom ou la raison sociale du titulaire
- la date et le numéro du marché
- la date et le numéro du bon de commande
- la nature et la description des prestations à réaliser
- les lieux d'exécution des prestations
- le montant du bon de commande
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du Maire pourront être honorés par le ou les titulaires.

### **5-4. Transmission des demandes de paiement**

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

**Les factures seront à déposer en priorité sur le portail CHORUS PRO :**

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Si les factures ne sont pas déposées sur le portail CHORUS PRO, elles seront envoyées aux adresses de chaque commune.

#### **Factures papier :**

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier ; et son n° de Siret ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- le numéro de l'accord-cadre et le numéro d'engagement (n° d'engagement chorus), que vous trouverez sur le bon de commande ;
- les fournitures livrées et/ou les prestations exécutées ;
- le prix des fournitures et/ou des prestations HT ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.

### **Factures dématérialisées :**

Présentation des demandes de paiement via la plateforme CHORUS :

Mentions obligatoires sur les factures électroniques : mentions indiquées ci-dessus pour les factures papier et en complément les éléments suivants :

- Date d'émission de la facture,
- Date de livraison des fournitures ou d'exécution des services,
- Renseignements éventuels relatifs aux déductions ou versements complémentaires,

Les factures électroniques devront comporter les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, en application de l'article R.123- 221 du code de commerce (Numéro SIRET).

Pour les grandes entreprises, les entreprises de taille intermédiaire et les PME, la transmission de factures dématérialisées est rendue obligatoire. Cette obligation concerne les microentreprises à partir du 1er janvier 2020.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

Pour être valable, la facture dématérialisée doit comporter toutes les mentions requises sur la facture au format papier. De même, doivent figurer sur la facture dématérialisée :

- L'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ;
- Le « code service » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues ;
- Le « numéro d'engagement » qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de bon de commande, de contrat, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire.

### **5-5. Modalités de règlement du prix**

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG FCS, les précisions ci-dessous sont apportées.

Le règlement du prix s'effectue en une seule fois après l'exécution des prestations et décision d'admission dans les conditions de l'article 11.7 du CCAG FCS.

### **5-6. Règlement des comptes**

Les sommes dues seront payées, selon les règles de la comptabilité publique, par mandats administratifs, dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures.

A défaut de respect de ce délai par le pouvoir adjudicateur, des intérêts moratoires seront versés au titulaire.

Conformément à l'article R2192-31 et suivants du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le délai de paiement peut être suspendu par le pouvoir adjudicateur, s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

La suspension du délai de paiement fait l'objet d'une notification au créancier par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons imputables au créancier qui s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

A compter de la réception de la totalité de ces éléments, un nouveau délai de paiement est ouvert de 30 jours.

#### **5-7. Périodicité des paiements**

Les paiements interviennent au titre de chaque livraison et après délivrance d'un bon de livraison.

Le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur une demande de paiement à chaque livraison établissant les prestations réalisées et le montant correspondant aux sommes auxquelles il peut prétendre du fait de la livraison en cause.

#### **5-8. Informations complémentaires**

Les sommes dues au titulaire seront payées, par mandat administratif, dans les délais prévus par le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013.

#### **5-9. Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement des avances, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par l'accord-cadre à bons de commande donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré selon le taux en vigueur à la date à laquelle est survenue l'incident.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire de l'accord-cadre de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013.

#### **5-10. Règlement en cas de cotraitants**

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

#### **5-11. Clause de non exclusivité**

##### **5-11.1. Incapacité du titulaire**

Le titulaire peut à titre exceptionnel informer la CCVO3F et les communes de son incapacité à réaliser les prestations. La CCVO3F peut sous cette condition passer par un autre prestataire. Cette clause est limitée à un événement par année de marché. A partir de 2 commandes refusées, la CCVO3F pourra résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire, sans préavis et sans indemnités.

##### **5-11.2. Non exclusivité**

En dehors du cas prévu par le paragraphe précédent, la CCVO3F et les communes peuvent passer par un autre prestataire sans motif, en revanche, le prestataire en sera informé. Cette possibilité est applicable dans la limite de 5% du montant total des commandes passées sur l'accord-cadre.

## **ARTICLE 6. RESILIATION**

Il sera fait application des articles 38 à 45 du C.AG.-FCS.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne remplit pas les conditions et les obligations que lui impose le cahier des charges, ou s'il ne les remplit que d'une manière inexacte ou incomplète, le pouvoir Adjudicateur peut résilier le marché sans indemnité après avoir invité le titulaire à présenter ses observations dans un délai de 3 jours.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Dans ce cas, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, seront prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

Le marché sera en outre résilié de plein droit et sans délai de préavis en cas de faillite ou de mise en liquidation judiciaire du titulaire du contrat.

Dans l'hypothèse où, notamment :

- les prestations n'auraient pas connu un commencement d'exécution,
- l'abandon du projet serait ordonné,
- les prestations auraient connu un commencement d'exécution et que le pouvoir adjudicateur prendrait la décision de mettre fin à l'exécution des prestations avant l'achèvement de celles-ci, et en application de l'article 38 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve donc le droit de résilier le marché par courrier recommandé avec avis de réception postal qui en fixe la date d'effet.

A défaut d'accord entre les parties intervenu dans les six mois à compter de la date de résiliation, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de trois mois pour fixer le montant de l'indemnité de résiliation.

Par ailleurs, si les modifications mentionnées à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, sont de nature à compromettre l'exécution du marché, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41 du CCAG-FCS.

Les dispositions prévues au chapitre VI du CCAG-FCS pour les autres cas de résiliation demeurent applicables, notamment en cas de résiliation du fait du titulaire.

Dans le cas du dépassement de la clause de sauvegarde prévue à l'article 8.3.2 du présent Cahier des clauses administratives particulières la CCVO3F se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée des prestations.

### Défaillance du titulaire et exécution de la prestation à ses frais et risques :

Conformément à l'article 45.1 du CCAG – Fournitures courantes et services, en cas d'impossibilité pour le titulaire de répondre temporairement aux clauses du marché, cette interruption portant préjudice au bon fonctionnement des services, la collectivité aura la liberté de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur. La différence de coût qui en résultera pourra être à la charge du titulaire défaillant.

## **ARTICLE 7. DIFFERENTS ET LITIGES**

### **7.1 - Arbitrage**

Pour le règlement des contestations qui peuvent s'élever à l'occasion de l'exécution ou du règlement du marché les parties contractantes doivent se consulter pour examiner l'opportunité de soumettre leur différend à un arbitrage, ou pour refuser l'arbitrage

La loi française est seule applicable au présent accord-cadre.

En cas de litige, le tribunal compétent est :

*Tribunal Administratif de Cergy Pontoise*

*2-4 Boulevard de l'Hautil*

*95000 CERGY PONTOISE*

### **7.2 - Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours**

La présente procédure pourra faire l'objet :

- A tout moment, d'une procédure de conciliation par le président du Tribunal Administratif de Cergy Pontoise (France) (article L. 211-4 du Code de Justice Administrative) ;
- D'un recours gracieux adressé au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux (2) mois à compter de la publication ou de la notification de la décision attaquée ;
- D'un référé précontractuel depuis le début de la procédure de passation du marché jusqu'à la signature du contrat, devant le juge des référés précontractuels du Tribunal Administratif de Cergy Pontoise (France) (article L. 551-1 du Code de Justice Administrative) ;
- D'un référé suspension avant la signature du marché contre les actes détachables du contrat, devant le juge des référés du tribunal administratif de Cergy Pontoise (France) (article L. 521-1 du Code de Justice Administrative) ;
- D'un recours de pleine juridiction : les candidats évincés pourront exercer un recours de pleine juridiction contestant la validité du marché ou de certaines de ses clauses, qui en sont divisibles, assorti, le cas échéant, de demandes indemnitaires, exercé dans un délai de deux (2) mois à compter de la publication de l'avis d'attribution se rapportant au présent marché.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

## **ARTICLE 9. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

|            |                    |               |
|------------|--------------------|---------------|
| CCAP 1-1   | déroge à l'article | 5.2.3 du CCAG |
| CCAP 4-2.2 | déroge à l'article | 14 du CCAG    |

"Lu et approuvé"

L'opérateur économique soussigné